

Art. 22. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambttenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 800-1 – Commissieamendementen, nr. 800-2. - Commissieverslag, nr. 800-3. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, n° 800-4

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 april 2019.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14545]

25 AVRIL 2019. — Décret relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental, secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice ou en alternance, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Il s'applique également aux centres psycho-médico-sociaux et aux internats organisés ou subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° Service général : le Service général du numérique éducatif créé à l'article 3, § 1^{er} ;

2° CINE : le Comité interréseaux du numérique éducatif visé à l'article 3, § 3 ;

3° RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE ;

4° Données à caractère personnel : les données définies à l'article 4, 1) du RGPD ;

5° Données anonymisées : données qui ne sont plus des données à caractère personnel dans la mesure où la personne concernée n'est pas ou plus identifiable, et ce de façon irréversible ;

6° Données statistiques : ensemble de données anonymisées ventilées à un niveau de granularité qui ne permet pas une réidentification ;

7° Traitements : les opérations et ensembles d'opérations visées à l'article 4, 2) du RGPD ;

8° Système d'échange numérique de données : ensemble de services numériques permettant la transmission de données anonymisées ou à caractère personnel par le biais de communications électroniques au sein des espaces numériques ;

9° Espace numérique : un service web permettant un accès centralisé et sécurisé à un bouquet de services numériques et d'applications administratives ;

10° Usagers : les pouvoirs organisateurs, les directeurs, les fédérations de pouvoirs organisateurs et les membres des personnels de l'enseignement ;

11° Acteurs scolaires : les membres des personnels et les membres de l'équipe de direction d'une école ou d'un centre psycho-médico-social (CPMS), les pouvoirs organisateurs, et les fédérations de pouvoirs organisateurs ;

12° Pouvoir organisateur : la personne morale de droit public ou la personne morale de droit privé qui assume la responsabilité de l'organisation d'une école ;

13° Fédérations de pouvoirs organisateurs : les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des centres psycho-médico-sociaux reconnus par le Gouvernement conformément à l'article 5*bis* de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

14° ETNIC : l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'information et de la communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ;

15° Pilotage du système éducatif : le système de pilotage visé au décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française ;

16° Pilotage des écoles : le système de pilotage visé aux articles 67 et suivants du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

17° Plan de pilotage/Contrat d'objectifs : le plan de pilotage ou le contrat d'objectifs visés aux articles 67 et suivants du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

18° Dispositif d'ajustement/protocole de collaboration : le dispositif d'ajustement ou le protocole de collaboration visé à l'article 68 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

§ 3. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — *De la gouvernance numérique du système scolaire*

Art. 2. Le Gouvernement établit une stratégie numérique pour l'éducation, visant à assurer la transition numérique au bénéfice de l'ensemble des acteurs du système scolaire.

Art. 3. § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Administration générale de l'Enseignement un Service général du numérique éducatif.

Le Gouvernement fixe le cadre de ce Service général et les dispositions spécifiques applicables aux membres du personnel le composant.

§ 2. Le Service général a pour mission de coordonner la mise en œuvre de la stratégie numérique pour l'éducation déterminée par le Gouvernement, y compris avec les parties prenantes externes aux services de l'Administration.

§ 3. Dans le cadre de ses missions, le Service général coordonne un Comité interréseaux du numérique éducatif, en abrégé CINE.

§ 4. La composition du CINE est fixée par le Gouvernement et comprend au minimum :

1° l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ou son délégué, lequel assure la présidence ;

2° un représentant du ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions ;

3° trois représentants des services du Gouvernement, dont deux sont issus du Service général visé au paragraphe 1^{er} ;

4° deux représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné ;

5° deux représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre confessionnel subventionné ;

6° un représentant des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel subventionné ;

7° deux représentants de l'enseignement organisé par la Communauté française ;

Les mandats des membres du CINE sont d'une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables.

Un des membres du Service général du numérique visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, assure le secrétariat du CINE.

Le CINE établit son règlement d'ordre intérieur qui fait l'objet d'une approbation par le Gouvernement. Ce règlement peut prévoir des suppléants pour les membres du CINE et la possibilité pour une délégation visée à l'alinéa 1^{er}, 4° à 7°, d'être accompagné d'un expert, lequel n'a pas de voix délibérative.

§ 5. En fonction des questions traitées et de leurs compétences, peuvent participer aux travaux du CINE :

1° un ou plusieurs experts reconnus en techno-pédagogie et en éducation à la culture numérique ;

2° les représentants des administrations/agences TIC régionales pour les travaux relatifs aux infrastructures et équipements numériques ;

3° les représentants de l'ETNIC pour toute question touchant l'organisation informatique dont elle a la charge au sens de l'article 3, § 1^{er} du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ;

4° les représentants des développeurs informatiques d'applications locales pour les travaux relatifs à l'interopérabilité visée à l'article 7 ;

les représentants de l'Institut de la formation en cours de carrière créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière ;

5° les représentants de l'Enseignement supérieur ;

6° les représentants de l'Enseignement de promotion sociale ;

7° les représentants des organisations syndicales représentatives.

§ 6. Le CINE est chargé de soumettre au Gouvernement un plan numérique pour les écoles. Le plan numérique pour les écoles est approuvé par le Gouvernement et sa mise en œuvre est évaluée par les services du Gouvernement selon les modalités définies par le Gouvernement.

Le plan numérique pour les écoles s'inscrit dans le cadre de la stratégie numérique pour l'éducation visée à l'article 2. Il porte sur les dimensions de la stratégie numérique pour l'éducation qui concernent les écoles, soit celles relatives :

1° aux formations et à l'accompagnement numériques destinés aux écoles ;

2° à l'équipement numérique des écoles ;

3° au partage, à la communication et à la diffusion des ressources éducatives.

Le plan numérique pour les écoles est pluriannuel. Il est défini pour six années.

Le CINE assure le suivi de la mise en œuvre du plan numérique pour les écoles. Il adresse un rapport annuel de suivi du plan au Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Des espaces numériques*

Art. 4. § 1^{er}. Aux fins d'assurer le pilotage et la gestion du système scolaire, de déployer le cadre de pilotage des écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, et d'assurer les missions prioritaires de l'enseignement, les services du Gouvernement mettent à disposition des usagers un système de traitement de l'information au moyen :

1° d'un espace numérique destiné aux directeurs et aux pouvoirs organisateurs ou à leurs délégués, dénommé ci-après « espace numérique destiné aux écoles » ;

2° d'un espace numérique destiné aux fédérations de pouvoirs organisateurs et au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, dénommé ci-après « espace numérique destiné aux fédérations de pouvoirs organisateurs » ;

3° d'un espace numérique destiné aux membres des personnels de l'enseignement, dénommé ci-après « espace numérique destiné aux membres des personnels ».

Ces espaces numériques sont accessibles moyennant une gestion des accès sécurisés et personnalisés. L'espace destiné aux écoles tel que visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, peut, conformément à l'article 7, être accessible via un système d'échange numérique des données.

Sans préjudice des autres dispositions décrétales ou réglementaires, les pouvoirs organisateurs ou fédérations de pouvoirs organisateurs désignent les personnes physiques placées sous leur autorité qui sont dûment habilitées à accéder en leur nom à l'espace numérique visé à l'alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, et à qui il est fourni un moyen d'identification. Toute modification dans ces habilitations est notifiée aux services du Gouvernement dans les plus brefs délais.

En sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, l'ETNIC est chargée de développer, d'organiser, de maintenir et de faire évoluer de façon optimale et sécurisée un système d'échange numérique de données dans lequel s'inscrivent les espaces numériques et destiné à traiter les données collectées et/ou transmises à l'ensemble des usagers, ceci dans le respect de la réglementation en vigueur et des bonnes pratiques en matière de simplification administrative. Le système d'échange numérique de données est mis en œuvre en adéquation avec les standards technologiques d'architecture de l'ETNIC conformément à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

§ 2. Les espaces numériques visés au paragraphe 1^{er} ont pour finalités générales de :

1° collecter et traiter des données et les rendre accessibles au sein des espaces visés aux paragraphes 3 à 5 ;

2° mettre aisément à disposition des usagers des documents administratifs ;

3° permettre aux usagers d'opérer des démarches administratives et d'en assurer le suivi en ligne ;

4° créer un canal de communication privilégié entre l'utilisateur et les services du Gouvernement en mettant à disposition des usagers des documents officiels ;

5° améliorer la diffusion de l'information et l'accessibilité aux démarches administratives.

§ 3. L'espace numérique destiné aux écoles visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, assure :

1° l'accès aux services numériques et applications administratives mis à disposition par les services du Gouvernement ;

2° l'accès au plan de pilotage/contrat d'objectifs, et le cas échéant au dispositif d'ajustement/protocole de collaboration de l'école.

§ 4. L'espace numérique destiné aux fédérations de pouvoirs organisateurs visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, assure chacun pour ce qui le concerne :

1° un accès aux données visées au chapitre VIII ;

2° un accès aux données statistiques communiquées par le Gouvernement aux écoles afin d'établir leur plan de pilotage/contrat d'objectifs et, le cas échéant, leur dispositif d'ajustement/protocole de collaboration ;

3° un accès aux contrats d'objectifs et, le cas échéant, au protocole de collaboration des écoles qui sont organisées par un pouvoir organisateur qui lui est affilié ou avec qui il est conventionné, ou qui dépendent du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Les services du Gouvernement mettent les informations visées à l'alinéa 1^{er} à la disposition des fédérations de pouvoirs organisateurs auxquelles sont affiliés ou avec lesquelles sont conventionnés les pouvoirs organisateurs des écoles d'enseignement maternel, primaire, secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice et en alternance, des centres psycho-médico-sociaux et des internats, pour autant que ces informations soient en possession des services du Gouvernement et que les conditions cumulatives suivantes soient remplies :

2° le pouvoir organisateur a fourni un accord écrit mentionnant la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle le pouvoir organisateur est affilié ou avec laquelle il est conventionné ainsi que les informations qui peuvent lui être communiquées ;

2° le pouvoir organisateur participe à la plateforme technologique intégrée développée par l'ETNIC.

§ 5. L'espace numérique destiné aux membres des personnels visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, permet à tout membre du personnel :

1° de consulter les informations administratives mises à disposition par les services du Gouvernement et qui lui sont relatives et, le cas échéant, d'en solliciter la correction ou l'actualisation ;

2° d'accéder aux services numériques et applications administratives mis à disposition par les services du Gouvernement en fonction des nécessités liées à leur fonction et à l'exercice de leurs missions.

Art. 5. Une plateforme de ressources éducatives destinée à l'ensemble des acteurs scolaires est créée selon les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect de l'autonomie et de la liberté des méthodes pédagogiques.

La plateforme de ressources éducatives vise à favoriser la diffusion, le partage, la création et l'utilisation gratuite de ressources éducatives de qualité dans le respect des droits de propriété intellectuelle. La plateforme permet un lien vers les espaces et les outils numériques développés par les fédérations de pouvoirs organisateurs et le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française.

La gestion opérationnelle et l'administration de la plateforme de ressources éducatives sont assurées par le Service général du numérique éducatif qui présente un rapport annuel de suivi au Gouvernement dont copie est adressée au CINE.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe par arrêté la liste des données ou des catégories de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement en application d'une disposition légale, décrétole ou réglementaire et qui sont nécessaires au regard des finalités des espaces numériques visés à l'article 4.

Le Gouvernement identifie les bases de données à caractère personnel créées en application de dispositions décrétoles ou réglementaires au sein de ses services et/ou au sein de l'ETNIC en sa qualité de sous-traitant qui sont nécessaires à l'exploitation des espaces numériques en précisant pour quel espace numérique elles sont nécessaires.

§ 2. Le Gouvernement est, au sens de l'article 4, 7), du RGPD, responsable du traitement des données à caractère personnel traitées au travers des espaces numériques visés à l'article 4. Les pouvoirs organisateurs et les fédérations de pouvoirs organisateurs ont la qualité de sous-traitants au sens de l'article 4, 8), du RGPD lorsqu'ils accèdent aux espaces numériques visés à l'article 4, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

Les pouvoirs organisateurs et les fédérations de pouvoirs organisateurs sont responsables du traitement, au sens de l'article 4, 7), du RGPD, de toute donnée à caractère personnel qu'ils traitent en dehors des espaces numériques mis à leur disposition ou qu'ils traitent pour des finalités qui leur sont propres.

§ 3. Le Gouvernement adopte des dispositions visant à déterminer les relations entre le responsable du traitement et les sous-traitants. Il fixe la description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance, notamment :

- 1^o la liste des données à caractère personnel nécessaires et pour lesquelles le sous-traitant procède à un traitement ;
- 2^o la nature des opérations pouvant être réalisées sur les données ;
- 3^o la ou les finalité(s) du traitement ;
- 4^o les catégories de personnes concernées ;
- 5^o la durée du traitement.

Le Gouvernement fixe également les obligations des sous-traitants, notamment de :

- 1^o respecter la politique de sécurité visée à l'article 7, § 2 ;
- 2^o traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement ;
- 3^o prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et les principes de protection des données par défaut.

Les données à caractère personnel visées au paragraphe 1^{er} peuvent être utilisées pour des traitements statistiques, sous réserve d'être dument anonymisées par des méthodes appropriées. Ces données anonymisées ne sont communicables à des tiers qu'en application des règles prévues par l'article 15.

Art. 7. § 1^{er}. Aux fins d'interopérabilité entre les espaces numériques visés à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, et les applications des pouvoirs organisateurs, l'Administration générale de l'Enseignement organise une concertation avec l'ETNIC, les fédérations de pouvoirs organisateurs et le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française à la demande d'une des parties.

La concertation visée à l'alinéa 1^{er} a une durée maximale de deux mois à partir de la première réunion.

A l'issue de cette concertation, une analyse est établie par l'Administration générale de l'Enseignement, notamment au regard de l'efficacité et de la qualité des interactions entre les services du Gouvernement et les usagers, et des coûts liés au développement du mode d'interopérabilité envisagé.

En cas d'accord entre les parties, l'interopérabilité est réalisée sur la base des modalités fixées lors de l'analyse visée à l'alinéa 3.

En cas de désaccord entre les parties, l'Administration générale de l'Enseignement transmet l'analyse visée à l'alinéa 3 au Gouvernement, lequel rend une décision dans un délai de deux mois sur la réalisation et les modalités de l'interopérabilité.

§ 2. Dans le cadre de l'interopérabilité, les échanges d'informations et de données anonymisées ou à caractère personnel doivent être conformes à la politique de sécurité visée à l'article 8.

CHAPITRE IV. — *De la sécurité des échanges de données*

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement est responsable de l'établissement des politiques de sécurité du système d'échange numérique des données visé à l'article 4, soit :

- 1^o La politique générale de sécurité, ayant notamment pour objectif de fixer le domaine d'application, les objectifs de sécurité ainsi que le cadre de gouvernance et les modalités de pilotage de la sécurité de l'information ;
- 2^o Les politiques spécifiques abordant les différentes thématiques relatives à la sécurité du système d'échange d'information visé à l'article 4.

§ 2. Le Gouvernement charge l'ETNIC et les services du Gouvernement de rédiger et maintenir à jour la présente politique générale de sécurité ainsi que les politiques spécifiques. Afin de s'assurer de la bonne capacité de mise en œuvre de leurs exigences par les parties prenantes, les Fédérations de pouvoirs organisateurs sont consultées sur les politiques spécifiques préalablement à leur mise en application.

§ 3. Pour des cas de recouvrement de compétence de politiques de sécurité pour les parties prenantes dans les domaines d'application concernés, le Gouvernement prend en charge, sur présentation de l'avis de l'ETNIC, la résolution d'éventuels conflits par tout moyen utile.

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement confie l'évaluation récurrente des risques relatifs au système d'échange d'informations visé à l'article 4 aux services du Gouvernement.

§ 2. Des plans d'action visant à mitiger les risques identifiés seront établis par les services du Gouvernement en concertation avec l'ETNIC.

§ 3. La mise en œuvre des mesures techniques de sécurité issues des plans d'actions est confiée à l'ETNIC en tant que sous-traitant.

§ 4. Les services du Gouvernement évaluent la nécessité d'effectuer des analyses d'impact relatives à la protection des données à caractère personnel. Les services du Gouvernement réalisent le cas échéant cette analyse avec, si nécessaire, le support de l'ETNIC, en tant que sous-traitant.

§ 5. Le suivi et l'évaluation des actions identifiées lors des analyses de risques et analyses d'impact est confié aux services du Gouvernement.

§ 6. Le Gouvernement veille spécifiquement à la formation des agents de ses services et à l'information des usagers quant à leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel dans le cadre de l'utilisation des espaces numériques et des données qu'ils contiennent.

§ 7. Afin de veiller au respect des obligations visées aux articles 7 et 8, le Gouvernement peut faire réaliser des audits de sécurité et, le cas échéant, il peut demander au pouvoir organisateur de mettre en œuvre les mesures qui s'imposent.

CHAPITRE V. — *De la transmission de données numériques par les écoles et les centres PMS vers les services du Gouvernement*

Art. 10. § 1^{er}. Les données ou catégories de données anonymisées ou à caractère personnel nécessaires à l'exécution des dispositions légales, décrétales ou réglementaires sont transmises par les écoles organisées ou subventionnées aux services du Gouvernement au moyen de l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, et ce pour autant qu'un(e) outil/application numérique soit disponible.

§ 2. Le Gouvernement fixe par arrêté la liste des données ou des catégories de données visées au paragraphe 1^{er} à transmettre par les écoles aux services du Gouvernement aux fins du pilotage du système éducatif et du pilotage des écoles.

§ 3. Outre l'identité, les données relatives aux élèves sont ventilées par sexe, par nationalité, par commune de résidence et par âge, avec, s'il échet, une distinction entre élèves internes et externes.

§ 4. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont communiquées aux services du Gouvernement selon les modalités et délais qui sont fixés par le Gouvernement.

§ 5. Les données recueillies sont traitées par les services du Gouvernement qui les regroupent et les valident sous forme de données statistiques aux fins du pilotage de l'ensemble du système éducatif, du pilotage des écoles.

CHAPITRE VI. — *De la transmission de données numériques par les services du Gouvernement vers les écoles*

Art. 11. § 1^{er}. Les données ou catégories de données anonymisées ou à caractère personnel nécessaires à l'exécution des dispositions légales, décrétales ou réglementaires sont transmises par les services du Gouvernement aux écoles organisées ou subventionnées au moyen de l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, pour autant qu'un service numérique soit disponible.

Le Gouvernement fixe par arrêté la liste des données ou des catégories de données visées au paragraphe 1^{er} à transmettre par les services du Gouvernement aux écoles.

§ 2. Les services du Gouvernement traitent les données nécessaires au pilotage des écoles sous la forme de données statistiques et les transmettent à chaque école et à son pouvoir organisateur.

La liste des données est arrêtée par le Gouvernement et intègre, aux fins du pilotage des écoles :

- 1^o des données anonymisées concernant les élèves, leurs caractéristiques et leurs parcours scolaires ;
- 2^o des données anonymisées relatives au personnel ;
- 3^o toute autre information utile.

Les données statistiques sont intégrées au service numérique relatif au plan de pilotage/contrat d'objectifs accessible via l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 1^o.

§ 3. Les données statistiques sont transmises à l'école, à l'attention exclusive du pouvoir organisateur et de la direction, qui peuvent les transmettre à l'équipe pédagogique de l'école.

Ces informations sont soumises au principe de confidentialité et ne peuvent en aucun cas servir à des fins promotionnelles.

CHAPITRE VII. — *De la transmission de données numériques par les fédérations de pouvoirs organisateurs vers les services du Gouvernement*

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe dans le contrat visé à l'article 14 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement la liste des données nécessaires au pilotage du système et des écoles que les fédérations de pouvoirs organisateurs sont tenues de fournir aux services du Gouvernement en application d'une disposition légale, décrétales ou réglementaire.

§ 2. Toutes les données sont communiquées aux services du Gouvernement sous des modalités de forme et de délais fixées dans le contrat visé à l'article 14 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement.

§ 3. Les données recueillies par les services du Gouvernement sont traitées par les services concernés qui, le cas échéant, les regroupent et les valident sous forme de données statistiques aux fins du pilotage du système éducatif et aux fins du pilotage des écoles.

CHAPITRE VIII. — *De la transmission de données numériques par les services du Gouvernement vers les fédérations de pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné et vers le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française*

Art. 13. § 1^{er}. Conformément à l'article 4, § 4, alinéa 2, par l'intermédiaire de l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, les services du Gouvernement mettent à disposition des fédérations de pouvoirs organisateurs et du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française les données énumérées au présent article, pour autant qu'elles existent sous format numérique.

§ 2. Les données communiquées visent à permettre à chaque fédération de pouvoirs organisateurs et au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française de disposer des informations nécessaires au soutien et à l'accompagnement du pilotage de leurs écoles, et servent exclusivement au suivi et à l'analyse de la qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles relevant des pouvoirs organisateurs affiliés ou conventionnés à la fédération de pouvoirs organisateurs ou relevant du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française. Il est interdit d'en faire état à des tiers sauf dans les cas déterminés par le Gouvernement.

§ 3. Ces données comprennent les informations suivantes relatives aux écoles :

1^o l'identification des pouvoirs organisateurs, des implantations, des internats et des centres psycho-médicaux-sociaux ainsi que le ressort de ces derniers et les structures autorisées des écoles ;

2° le classement établi en application du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;

3° la liste des centres psycho-médico-sociaux bénéficiaires du renforcement différencié du cadre du personnel technique au sens du décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des Centres PMS ainsi que les données visées à l'article 4, alinéa 1^{er} du même décret ;

4° la liste des centres psycho-médico-sociaux bénéficiaires d'une demi-charge complémentaire au sens de l'article 2, § 1^{er} bis, de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux ;

5° la liste des indices socio-économiques par implantation au sens du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ;

6° la liste des implantations fondamentales ou primaires moins favorisées au sens de l'article 79/1, 4°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

7° la liste des écoles complètes au sens de l'article 79/12 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

8° la liste des écoles pour lesquelles la Commission interréseaux des inscriptions a procédé à une injonction visée à l'article 79/23, 1°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

9° la liste des implantations qui pratiquent l'apprentissage par immersion au sens du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique ainsi que les langues dans lesquelles cet apprentissage est organisé et l'année d'études à laquelle l'apprentissage débute ainsi que le volume horaire dans la langue cible ;

10° la liste des écoles qui n'atteignent pas le nombre minimal d'élèves pour continuer à être organisées ou subventionnées ou qui font l'objet d'une restructuration ;

11° la liste des activités complémentaires organisées par les écoles au sens de l'article 10 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire ;

12° les données relatives aux places disponibles dans l'enseignement fondamental fournies en application de l'article 88, § 1^{er} bis, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, ainsi que les données relatives aux places disponibles dans l'enseignement secondaire ;

13° les données quantitatives et qualitatives par commune permettant d'établir la liste des zones ou parties de zone en tension démographique dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire.

§ 4. Ces données comprennent les données statistiques suivantes relatives aux élèves :

1° le nombre d'élèves pris en compte à chaque date de comptage, par implantation, pour le calcul des subventions et pour la détermination de l'encadrement ainsi que leur coefficient de comptabilisation ;

2° le nombre d'élèves considérés comme primo-arrivants au sens de l'article 2 du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

3° le nombre d'élèves en intégration au sens du chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, répartis selon que l'intégration est permanente ou temporaire et totale ou partielle ;

4° le nombre d'élèves exclus par l'école dans l'enseignement fondamental et secondaire durant l'année scolaire ;

5° le nombre d'élèves qui ne peuvent être considérés comme réguliers au sens de l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire ;

6° le nombre d'élèves maintenus en année complémentaire pour leur année scolaire ;

7° le nombre d'élèves pratiquant l'apprentissage par immersion ainsi que la langue choisie ;

8° le nombre de brevets ainsi que de certificats d'études ou d'enseignement et de qualification délivrés par école ;

9° le nombre total d'élèves fréquentant les écoles desservies par chaque centre psycho-médico-social et, parmi ces élèves, le nombre d'élèves fréquentant l'enseignement spécialisé, le nombre d'élèves fréquentant l'enseignement secondaire en alternance, le nombre d'élèves en intégration permanente totale ou partielle ou temporaire ;

10° les résultats obtenus aux évaluations externes certificatives par chaque élève, répartis par classe et implantation ;

11° le nombre d'élèves par sexe et années d'études amenés à fréquenter une année complémentaire par école dans l'enseignement primaire ;

12° le nombre d'attestations et certificats délivrés au terme de l'année scolaire par école dans l'enseignement secondaire.

§ 5. Ces informations comprennent les données statistiques suivantes relatives aux membres du personnel :

1° le relevé des prestations du personnel subventionné avec indication du statut, des fonctions, des titres, des attributions et des éléments liés aux congés, absences et disponibilités ainsi que le cadre des emplois du personnel non chargé de cours ;

2° la répartition, par école et par fonction, des emplois d'agents contractuels subventionnés ainsi que des bénéficiaires des aides à la promotion de l'emploi et du programme de transition professionnelle ;

3° la répartition des emplois de psychomotricité par implantation.

§ 6. Ces informations comprennent les données suivantes relatives aux moyens octroyés :

1° la détermination et l'utilisation du volume des emplois dans l'enseignement maternel ordinaire et du capital-périodes par établissement dans l'enseignement primaire ordinaire ;

2° la détermination et l'utilisation des périodes-professeur par école dans l'enseignement secondaire ordinaire ;

3° la détermination et l'utilisation du capital-périodes par école dans l'enseignement fondamental et secondaire spécialisé ;

4° la détermination et l'utilisation des emplois attribués aux centres psycho-médico-sociaux ;

5° la détermination et l'utilisation des emplois attribués aux internats ;

6° les subventions de fonctionnement et d'équipement versées aux écoles, aux internats et aux centres psycho-médico-sociaux, y compris les subventions octroyées dans le cadre de l'encadrement différencié ;

7° la liste des bénéficiaires et les montants octroyés en application du dispositif prévu à l'article 6 du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ;

8° les montants forfaitaires des subventions par élève par catégorie de subvention ;

9° les montants des moyens alloués à l'aide spécifique aux directions accordés par école en application de l'article 110 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

10° les montants des remboursements opérés à chaque école et centre psycho-médico-social en application du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel ;

11° les montants des interventions financières payés par école en application du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire ;

12° les révisions de l'encadrement opérées dans l'enseignement maternel en application des articles 43 à 44^{ter} du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

§ 7. Sans préjudice de l'article 4, § 4, les données statistiques complémentaires nécessaires au soutien et à l'accompagnement du pilotage de leurs écoles, en particulier celles relatives aux plans de pilotages/contrats d'objectifs, qui sont mises à disposition des fédérations de pouvoirs organisateurs sont le cas échéant déterminées par le Gouvernement.

§ 8. Les données statistiques relatives aux élèves visées au paragraphe 4 sont réparties, le cas échéant distinctement, par année de naissance, par sexe et par nationalité ou catégorie de nationalités ainsi que par niveau d'enseignement, année d'études et, le cas échéant, par degré, forme, section, option et choix des langues étrangères.

Pour l'enseignement spécialisé, les données sont réparties par année de naissance, par sexe et par nationalité ainsi que par type, niveau d'enseignement, degré de maturité et, le cas échéant, forme.

§ 9. Les données statistiques relatives aux membres du personnel visées au paragraphe 5 sont réparties, le cas échéant distinctement, par année de naissance, sexe et nationalité ou catégorie de nationalités. Le cas échéant, elles le sont aussi, pour l'enseignement ordinaire, par niveau d'enseignement, année d'études ainsi que par degré, forme, section et option. Pour l'enseignement spécialisé, le cas échéant, elles le sont par type, niveau d'enseignement, degré de maturité et forme.

§ 10. Les données des écoles qui font l'objet d'une procédure de validation sont mises à la disposition de la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle les pouvoirs organisateurs visés au paragraphe 1^{er} sont affiliés ou avec laquelle ils sont conventionnés, par l'intermédiaire de l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 2°, dans les deux mois qui suivent leur validation.

§ 11. Pour chacune des données qui ne font pas l'objet d'une procédure de validation, les données sont mises à la disposition de la fédération de pouvoirs organisateurs par l'intermédiaire de l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 2°, dans les deux mois qui suivent la réception des données par les services du Gouvernement.

§ 12. Les données visées au paragraphe 5 sont celles établies au 1^{er} novembre, au 1^{er} février et au 30 juin de chaque année. Elles sont mises à disposition de leurs destinataires dans les deux mois qui suivent.

§ 13. Les données visées au paragraphe 4, 10°, 11° et 12° sont mises à disposition chaque année dans les deux mois qui suivent leur présentation à la Commission de pilotage.

§ 14. Les données visées paragraphe 6, 11°, sont mises à disposition au 31 décembre de l'année civile qui suit celle de la détermination des indices annuels visés aux articles 11 et 20, §§ 2 et 3, du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire.

CHAPITRE IX. — *De la transmission de données numériques par les services du Gouvernement vers les instances Bassins EFE existantes*

Art. 14. Lorsque la communication de données est nécessaire à l'exécution de leurs missions, les données statistiques, y compris les données par école, déterminées par arrêté du Gouvernement, anonymisées en ce qui concerne l'identité des élèves, peuvent être communiquées aux Instances Bassin, telles que définies aux chapitres III et IV de l'Accord de coopération annexé au décret du 11 avril 2014 portant assentiment de l'Accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi.

CHAPITRE X. — *De la transmission de données anonymisées concernant des écoles par les services du Gouvernement vers d'autres personnes ou institutions*

Art. 15. § 1^{er}. Des données dument anonymisées concernant des écoles ou un ensemble d'écoles organisées par la Communauté française ou dont les pouvoirs organisateurs sont affiliés à une même fédération de pouvoirs organisateurs ou conventionnés avec une même fédération de pouvoirs organisateurs peuvent être communiquées à des tiers uniquement sur décision du Gouvernement.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, sur la base d'une demande motivée, les services du Gouvernement peuvent communiquer des données dument anonymisées par école destinées :

1° à la publication d'informations sur l'état de l'enseignement en Communauté française ;

2° à la documentation des services des entités fédérales et fédérées, des organismes étrangers et internationaux publics officiellement reconnus ;

3° à l'exécution d'un engagement international ;

4° aux recherches des établissements d'enseignement supérieur nationaux et étrangers officiellement reconnus.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget est abrogé pour les niveaux d'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé.

Art. 17. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre du présent décret tous les cinq ans et pour la première fois au cours de l'année scolaire 2022-2023 et en fait rapport au Parlement.

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion
de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 810-1 – Rapport de commission, n° 810-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 810-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 24 avril 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14545]

**25 APRIL 2019. — Decreet betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel
en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft het volgende aangenomen en Wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. § 1. Dit decreet is van toepassing op het basisonderwijs, het secundair onderwijs, het gewoon en gespecialiseerd onderwijs, met volledig leerplan of alternerend leren, die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Het is eveneens van toepassing op de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en internaten.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet, dient te worden verstaan onder:

1° Algemene dienst: de Algemene Dienst voor Digitaal Onderwijs, opgericht overeenkomstig artikel 3, § 1. ;

2° CINE : de Inter-netwerkcomponent commissie voor educatieve digitalisering, opgericht overeenkomstig artikel 3, § 3 ;

3° AVG: de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG;

4° Persoonsgegevens: de in artikel 4, 1, van de AVG gedefinieerde gegevens. ;

5° Geanonimiseerde gegevens: gegevens die geen persoonsgegevens meer zijn, voor zover de betrokkene niet of niet meer identificeerbaar is en dit onomkeerbaar is;

6° Statistische gegevens: een reeks geanonimiseerde gegevens die zodanig zijn uitgesplitst dat ze niet opnieuw kunnen worden geïdentificeerd ;

7° Verwerking: de in artikel 4, 2) van de AVG bedoelde acties en reeksen acties;

8° Digitaal systeem voor de uitwisseling van gegevens: een geheel van digitale diensten die de overdracht van geanonimiseerde of persoonlijke gegevens via elektronische communicatie in digitale ruimtes mogelijk maken;

9° Digitale ruimte: een webservice die gecentraliseerde en veilige toegang biedt tot een reeks digitale diensten en administratieve toepassingen;

10° Gebruikers: Inrichtende machten, directeuren, federaties van inrichtende machten en leden van het onderwijspersoneel;

11° Schoolactoren: personeelsleden en leden van de directie van een school of een psycho-medisch-sociaal centrum (CPMS), inrichtende machten en federaties van inrichtende machten;

12° Inrichtende macht: de publiekrechtelijke rechtspersoon of de privaatrechtelijke rechtspersoon die de verantwoordelijkheid voor de organisatie van een school op zich neemt;

13° Federaties van inrichtende machten: de organen die de organisatie van de bevoegdheden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die door de Regering zijn erkend overeenkomstig artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, vertegenwoordigen en coördineren.

14° Het ETNIC : Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française. (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), opgericht bij decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

15° Besturing van het onderwijsstelsel: de besturing zoals bedoeld in het decreet van 27 maart 2002 betreffende de besturing van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap;

16° Besturing van de scholen: het besturingssysteem zoals bedoeld in de artikelen 67 en volgende van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en de organisatie van de structuren die nodig zijn om deze taken te vervullen;

17° Besturingsplan/doelstellingenovereenkomst: het besturingsplan of de doelstellingenovereenkomst bedoeld in de artikelen 67 en volgende van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en de organisatie van de structuren die nodig zijn om deze te verwezenlijken;

18° Aanpassingsmechanisme/samenwerkingsprotocol: het aanpassingsmechanisme of samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 68 van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en de organisatie van de structuren die nodig zijn om deze te verwezenlijken.

§ 3. Voor een goede leesbaarheid van dit decreet is het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende bekwaamheidsbewijzen en ambten gemeenschaptig, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep.

HOOFDSTUK II. — *Digitaal bestuur van het schoolsysteem*

Art. 2. De Regering ontwikkelt een digitale strategie voor het onderwijs, gericht op de digitale transitie ten behoeve van alle actoren in het schoolsysteem.

Art. 3. § 1. Binnen het Algemeen Bestuur Onderwijs wordt hierbij een Algemene Dienst voor Digitaal Onderwijs opgericht.

De Regering stelt het kader van deze Algemene Dienst vast, alsmede de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op de medewerkers die er deel van uitmaken.

§ 2. De Algemene Dienst is belast met de coördinatie van de uitvoering van de door de Regering vastgestelde digitale strategie voor het onderwijs, ook met belanghebbenden buiten de diensten van de administratie.

§ 3. In het kader van zijn opdrachten coördineert de Algemene Dienst een Inter-netwerkcomponent commissie voor educatieve digitalisering, afgekort CINE.

§ 4. De samenstelling van de CINE wordt bepaald door de Regering en omvat ten minste:

- 1° De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs of zijn afgevaardigde, die de voorzitter is;
 - 2° een vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor onderwijs;
 - 3° drie vertegenwoordigers van de Regeringsdiensten, van wie er twee afkomstig zijn van de in paragraaf 1 bedoelde Algemene dienst;
 - 4° twee vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs;
 - 5° twee vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;
 - 6° een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;
 - 7° twee vertegenwoordigers van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- De mandaten van de leden van CINE duren vier jaar. Ze zijn hernieuwbaar.
- Een van de leden van de Algemene Dienst zoals bedoeld in alinea 1, 3° neemt het secretariaat van CINE waar.

CINE stelt haar huishoudelijk reglement op, dat door de Regering wordt goedgekeurd. Dit reglement kan voorzien in plaatsvervangers voor de leden van CINE en in de mogelijkheid van een delegatie bedoeld in alinea 1, 4° tot en met 7°, die zich kan laten vergezellen door een deskundige, die niet stemgerechtigd is.

§ 5. Afhankelijk van de behandelde thema's en hun deskundigheid, kunnen volgende personen deelnemen aan de werkzaamheden van CINE:

- 1° Een of meer erkende deskundigen op het gebied van techno-pedagogiek en opleiding in digitale cultuur;
- 2° Vertegenwoordigers van regionale ICT-administraties/agentschappen voor werkzaamheden op het gebied van digitale infrastructuur en apparatuur;
- 3° Vertegenwoordigers van het ETNIC voor alle vragen met betrekking tot de IT-organisatie waarvoor het ETNIC verantwoordelijk is in de zin van artikel 3, § 1 van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende de Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);
- 4° Vertegenwoordigers van IT-ontwikkelaars van lokale toepassingen voor werkzaamheden in verband met interoperabiliteit als bedoeld in artikel 7;
- 5° Vertegenwoordigers van het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, opgericht bij het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;
- 6° Vertegenwoordigers van het Hoger onderwijs;
- 7° Vertegenwoordigers van Onderwijs voor sociale promotie;
- 8° Vertegenwoordigers van representatieve vakbondsorganisaties.

§ 6. CINE moet een digitaal plan voor scholen indienen bij de Regering. Het digitale plan voor scholen is goedgekeurd door de Regering en de uitvoering ervan wordt geëvalueerd door de Regeringsdiensten volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Het digitale plan voor scholen maakt deel uit van de in artikel 2 bedoelde digitale strategie voor het onderwijs. Het richt zich op de dimensies van de digitale strategie voor het onderwijs, namelijk die welke betrekking hebben op scholen of met:

- 1° digitale opleiding en ondersteuning voor scholen ;
- 2° digitale uitrusting voor scholen;
- 3° het delen, bekendmaken en verspreiden van onderwijsmateriaal.

Het digitale plan voor scholen is een meerjarenplan. Het is vastgesteld voor zes jaar.

CINE houdt toezicht op de uitvoering van het digitale plan voor scholen. Zij stuurt de Regering een jaarlijks opvolgingsverslag over het plan.

HOOFDSTUK III. — *Digitale ruimtes*

Art. 4. § 1. Om de besturing en het beheer van het schoolsysteem te verzekeren, het kader voor de besturing van de scholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in te voeren en de prioritaire opdrachten van het onderwijs te verzekeren, stellen de Regeringsdiensten een informatieverwerkingsysteem ter beschikking van de gebruikers door middel van:

- 1° een digitale ruimte voor directeuren en inrichtende machten of hun afgevaardigden, hierna "een digitale ruimte voor scholen" genoemd;
- 2° een digitale ruimte voor federaties van inrichtende machten en de inrichtende macht voor onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, hierna "een digitale ruimte voor federaties van inrichtende machten" genoemd;
- 3° een digitale ruimte voor onderwijzend personeel, hierna "een digitale ruimte voor personeelsleden" genoemd.

Deze digitale ruimtes zijn toegankelijk via beveiligd en gepersonaliseerd toegangsbeheer. De ruimte bestemd voor scholen, bedoeld in het eerste lid, 1°, kan, overeenkomstig artikel 7, toegankelijk zijn via een digitaal systeem voor de uitwisseling van gegevens.

Onverminderd andere besluiten of verordeningen wijzen de inrichtende machten of de federaties van inrichtende machten de onder hun gezag staande natuurlijke personen aan die naar behoren gemachtigd zijn om namens hen toegang te krijgen tot de digitale ruimte, bedoeld in alinea's 1, 1° of 2°, en aan wie een identificatiemiddel wordt verstrekt. Elke wijziging van deze vergunningen wordt zo spoedig mogelijk aan de Regeringsdiensten meegedeeld.

Als onderaannemer in de zin van artikel 28 van de AVG is het ETNIC verantwoordelijk voor de ontwikkeling, organisatie, het onderhoud en de uitbouw op optimale en veilige wijze van een systeem voor de digitale gegevensuitwisseling waarbinnen de digitale ruimtes zich bevinden en dat ontworpen is om de verzamelde en/of aan alle gebruikers doorgegeven gegevens te verwerken, met inachtneming van de geldende regelgeving en goede praktijken op het gebied van administratieve vereenvoudiging. Het systeem voor de uitwisseling van digitale gegevens wordt geïmplementeerd in overeenstemming met de normen van de technologische architectuur van het ETNIC, overeenkomstig artikel 3, lid 1, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende *Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)*.

§ 2. De digitale ruimtes zoals bedoeld in paragraaf 1 hebben als algemene doelstellingen:

- 1° gegevens verzamelen, verwerken en toegankelijk maken binnen de ruimtes die bedoeld worden onder paragrafen 3 tot 5;
- 2° administratieve documenten gemakkelijk beschikbaar te stellen aan gebruikers;
- 3° de gebruikers in staat te stellen administratieve procedures uit te voeren en te zorgen voor hun online opvolging;
- 4° een bevoorrecht communicatiekanaal tussen de gebruiker en de Regeringsdiensten tot stand te brengen door officiële documenten ter beschikking te stellen van de gebruikers;
- 5° de verspreiding van informatie en de toegankelijkheid van de administratieve procedures te verbeteren.

§ 3. De digitale ruimte voor scholen, zoals bedoeld in paragraaf 1, alinea 1, 1°, moet zorgen voor:

- 1° toegang tot digitale diensten en administratieve toepassingen die door de Regeringsdiensten ter beschikking worden gesteld;
- 2° toegang tot het besturingsplan/doelstellingenovereenkomst en, indien nodig, tot het aanpassingssysteem/het samenwerkingsprotocol van de school.

§ 4. De digitale ruimte die bestemd is voor de in paragraaf 1, alinea 1, punt 1, onder 2°, bedoelde federaties van inrichtende machten, zorgt elk voor wat haar betreft, voor:

- 1° toegang tot de gegevens zoals bedoeld in hoofdstuk VIII ;
- 2° toegang tot de statistische gegevens die door de Regering aan de scholen worden verstrekt om hun besturingsplan/doelstellingenovereenkomst en, indien van toepassing, hun aanpassingsmechanisme/het samenwerkingsprotocol vast te stellen;
- 3° toegang tot de doelstellingenovereenkomsten en, in voorkomend geval, tot het samenwerkingsprotocol van de scholen die worden georganiseerd door een inrichtende macht die bij haar is aangesloten of waarmee zij een overeenkomst heeft gesloten, of die afhankelijk zijn van de inrichtende macht voor onderwijs die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd.

De Regeringsdiensten stellen de informatie, zoals bedoeld in alinea 1 ter beschikking van de federaties van inrichtende machten waarmee ze een overeenkomst hebben gesloten of waarmee ze verbonden zijn van de scholen van het kleuteronderwijs, het basisonderwijs, het secundair onderwijs, het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs, het onderwijs met volledig leerplan of het alternerend onderwijs, mits deze informatie in het bezit is van de Regeringsdiensten en aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

- 1° De inrichtende macht heeft een schriftelijke overeenkomst verstrekt waarin ze vermeldt met welke federatie van inrichtende machten ze is verbonden of waarmee ze een overeenkomst heeft gesloten en welke informatie haar kan worden meegedeeld;

2° De inrichtende macht neemt deel aan het geïntegreerd technologisch platform dat door het ETNIC werd ontwikkeld.

§ 5. De digitale ruimte bestemd voor personeelsleden zoals bedoeld in paragraaf 1, alinea 1, 3°, geeft ieder personeelslid de mogelijkheid om:

1° de door de Regeringsdiensten ter beschikking gestelde administratieve informatie die op hem betrekking heeft, te raadplegen en, indien nodig, de correctie of bijwerking ervan te vragen;

2° toegang te krijgen tot de digitale diensten en administratieve toepassingen die door de Regeringsdiensten ter beschikking worden gesteld in overeenstemming met de behoeften die verband houden met hun functie en de uitoefening van hun taak.

Art. 5. Er wordt een platform van onderwijsmateriaal voor alle schoolactoren opgericht volgens de door de Regering vastgestelde procedures, met respect voor de autonomie en de vrijheid van de onderwijsmethoden.

Het platform voor onderwijsmateriaal heeft tot doel de verspreiding, het delen, de creatie en het vrije gebruik van kwalitatief hoogstaand onderwijsmateriaal te bevorderen, met respect voor de intellectuele eigendomsrechten. Het platform biedt een verbinding met de digitale ruimtes en instrumenten die zijn ontwikkeld door de federaties van inrichtende machten en de inrichtende macht van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd is.

Het operationele beheer en de administratie van het platform voor onderwijsmateriaal wordt uitgevoerd door de Algemene Dienst voor Digitaal Onderwijs, die jaarlijks een opvolgingsverslag indient bij de Regering, waarvan een kopie naar CINE wordt gestuurd.

Art. 6. § 1. De Regering stelt bij besluit de lijst vast van de persoonsgegevens of categorieën van persoonsgegevens op, die worden verwerkt op grond van een wettelijke of decreetale of reglementaire bepaling en die nodig zijn voor de doelstellingen van de digitale ruimtes bedoeld in artikel 4.

De Regering identificeert de persoonlijke databanken gecreëerd overeenkomstig de decreten of reglementaire bepalingen binnen haar diensten en/of binnen het ETNIC in haar hoedanigheid van onderaannemer, die nodig zijn voor de exploitatie van digitale ruimtes, en specificeert voor welke digitale ruimtes ze nodig zijn.

§ 2. De Regering is, in de zin van artikel 4, 7, van de AVG, verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die via de in artikel 4 bedoelde digitale ruimtes worden verwerkt. De inrichtende machten en federaties van inrichtende machten hebben de status van onderaannemer in de zin van artikel 4, 8, van de AVG wanneer zij toegang hebben tot de in artikel 4, § 1, 1° en 2°, bedoelde digitale ruimtes.

De inrichtende machten en federaties van inrichtende machten zijn verantwoordelijk voor de verwerking, in de zin van artikel 4, 7, van de AVG, van alle persoonsgegevens die zij buiten de hun ter beschikking gestelde digitale ruimtes verwerken of die zij voor hun eigen doeleinden verwerken.

§ 3. De Regering stelt bepalingen vast om de relatie tussen de verwerkingsverantwoordelijke en de onderaannemers te bepalen. Hierin worden de beschrijving van de in onderaanneming gegeven verwerkingen beschreven, met name

1° de lijst van persoonsgegevens die nodig zijn en waarvoor de onderaannemer ze verwerkt;

2° de aard van de operaties die op de gegevens kunnen worden uitgevoerd;

3° doelstelling(en) van de verwerking(en). ;

4° de categorieën van personen die betrokken zijn;

5° de duur van de verwerking.

De Regering stelt ook de verplichtingen van de verwerkers vast, met inbegrip van de verplichting om:

1° het in artikel 7, § 2, bedoelde veiligheidsbeleid na te leven;

2° de gegevens volgens de gedocumenteerde instructies van de verwerkingsverantwoordelijke verwerken;

3° met betrekking tot haar instrumenten, producten, toepassingen of diensten rekening te houden met de beginselen van gegevensbescherming vanaf de ontwerpfase en de standaard gegevensbeschermingsbeginselen.

De in paragraaf 1 bedoelde persoonsgegevens mogen worden gebruikt voor statistische verwerking, mits zij op passende wijze naar behoren geanonimiseerd zijn. Deze geanonimiseerde gegevens mogen slechts overeenkomstig de voorschriften van artikel 15 aan derden worden verstrekt.

Art. 7. § 1. Met het oog op de interoperabiliteit tussen de digitale ruimtes bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, en de toepassingen van de inrichtende machten, organiseert het Algemeen Bestuur van het Onderwijs een overleg met het ETNIC, de federaties van inrichtende machten en de inrichtende macht van de onderwijsinstelling, georganiseerd door de Franse Gemeenschap op verzoek van een van de partijen.

Het in de eerste alinea bedoelde overleg heeft een duur van ten hoogste twee maanden, te rekenen vanaf de eerste vergadering.

Aan het einde van dat overleg wordt een analyse gemaakt door het Algemeen Bestuur van het Onderwijs, inzonderheid met betrekking tot de doeltreffendheid en de kwaliteit van de interacties tussen de Regeringsdiensten en de gebruikers, en de kosten die verbonden zijn aan de ontwikkeling van de beoogde interoperabiliteitsmodus.

Indien de partijen dit overeenkomen, wordt interoperabiliteit bereikt op basis van de modaliteiten die tijdens de in lid 3 bedoelde analyse zijn vastgesteld.

In geval van onenigheid tussen de partijen stuurt het algemeen bestuur van onderwijs de in alinea 3 bedoelde analyse door naar de Regering, die binnen twee maanden een beslissing neemt over de implementatie en modaliteiten van interoperabiliteit.

§ 2. In het kader van de interoperabiliteit moet de uitwisseling van geanonimiseerde of persoonlijke informatie en gegevens in overeenstemming zijn met het in artikel 8 bedoelde beveiligingsbeleid.

HOOFDSTUK IV. — *Veiligheid van de gegevensuitwisseling*

Art. 8. § 1. De Regering is verantwoordelijk voor het vaststellen van het beveiligingsbeleid van het in artikel 4 bedoelde digitale systeem voor de uitwisseling van gegevens, te weten:

1° het algemene veiligheidsbeleid, dat met name tot doel heeft het toepassingsgebied, de beveiligingsdoelstellingen en het bestuurskader en de modaliteiten voor de besturing van de informatiebeveiliging vast te leggen;

2° Specifiek beleid met betrekking tot de verschillende thema's die verband houden met de beveiliging van het in artikel 4 bedoelde informatie-uitwisselingsstelsel.

§ 2. De Regering vertrouwt het ETNIC en de Regeringsdiensten de opstelling en handhaving van dit algemeen veiligheidsbeleid en specifiek beleid toe. Om ervoor te zorgen dat de belanghebbenden de capaciteit hebben om hun eisen uit te voeren, worden de federaties van inrichtende machten geraadpleegd over specifieke beleidslijnen alvorens deze ten uitvoer te leggen.

§ 3. Ingeval van overlappende bevoegdheden op het gebied van het veiligheidsbeleid voor belanghebbenden op de relevante toepassingsgebieden, neemt de Regering, na het uitbrengen van het advies van het ETNIC, de verantwoordelijkheid op zich voor het oplossen van mogelijke conflicten met alle passende middelen.

Art. 9. § 1. De Regering vertrouwt de periodieke risicobeoordeling van het in artikel 4 bedoelde systeem voor de uitwisseling van informatie toe aan de Regeringsdiensten.

§ 2. In overleg met het ETNIC zullen door de Regeringsdiensten actieplannen worden opgesteld om de vastgestelde risico's te beperken.

§ 3. De uitvoering van de technische veiligheidsmaatregelen die voortvloeien uit de actieplannen wordt toevertrouwd aan het ETNIC als onderaannemer.

§ 4. Regeringsdiensten beoordelen de noodzaak van impactanalyses voor de bescherming van persoonsgegevens. Regeringsdiensten voeren deze analyse uit, indien nodig met de steun van het ETNIC als onderaannemer.

§ 5. De opvolging en evaluatie van de acties die tijdens de risico- en impactanalyses werden geïdentificeerd, wordt toevertrouwd aan de Regeringsdiensten.

§ 6. De Regering zal inzonderheid zorgen voor de opleiding van haar medewerkers en voor het informeren van de gebruikers over hun rechten en plichten inzake de bescherming van persoonsgegevens in het kader van het gebruik van digitale ruimtes en de gegevens die deze bevatten.

§ 7. Om de naleving van de verplichtingen van de artikelen 7 en 8 te garanderen, kan de Regering veiligheidsaudits laten uitvoeren en kan zij, indien nodig, de inrichtende macht verzoeken de nodige maatregelen te treffen.

HOOFDSTUK V. — *Overdracht van digitale gegevens door scholen en PMS-centra naar Regeringsdiensten*

Art. 10. § 1. De geanonimiseerde gegevens of categorieën van gegevens of persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen worden door de scholen die georganiseerd of gesubsidieerd zijn aan de Regeringsdiensten verstrekt via de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, op voorwaarde dat een digitale tool/toepassing beschikbaar is.

§ 2. De Regering stelt bij besluit de lijst van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens of categorieën van gegevens vast die door de scholen aan de Regeringsdiensten moeten worden toegezonden met het oog op de besturing van het onderwijssysteem en besturing van de scholen.

§ 3. Naast de identiteit worden de gegevens over de leerlingen uitgesplitst naar geslacht, nationaliteit, gemeente waar ze wonen en leeftijd, waarbij in voorkomend geval een onderscheid wordt gemaakt tussen interne en externe leerlingen.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde gegevens worden aan de Regeringsdiensten meegedeeld overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten en termijnen.

§ 5. De verzamelde gegevens worden verwerkt door de Regeringsdiensten, die ze samenvoegen en valideren in de vorm van statistische gegevens met het oog op de besturing het gehele onderwijssysteem en de besturing van de scholen.

HOOFDSTUK VI. — *Overdracht van digitale gegevens door Regeringsdiensten aan scholen*

Art. 11. § 1. De geanonimiseerde gegevens of categorieën van gegevens of persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen worden door de Regeringsdiensten verstrekt aan scholen die georganiseerd of gesubsidieerd worden via de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, voor zover een digitale dienst beschikbaar is.

De Regering stelt bij besluit de lijst van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens of categorieën gegevens vast die door de Regeringsdiensten aan de scholen moeten worden verstrekt.

§ 2. De Regeringsdiensten verwerken de gegevens die nodig zijn voor de besturing van scholen in de vorm van statistische gegevens en sturen deze door naar elke school en haar inrichtende macht.

De lijst van gegevens wordt opgesteld door de Regering en bevat, ten behoeve van de besturing van de scholen:

1° geanonimiseerde gegevens over leerlingen, hun kenmerken en schoolloopbaan;

2° geanonimiseerde gegevens die verband houden met het personeel;

3° alle andere nuttige informatie.

De statistische gegevens worden geïntegreerd in de digitale dienst met betrekking tot het besturingsplan/doelstellingenovereenkomst toegankelijk via de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 1°.

§ 3. De statistische gegevens worden doorgegeven aan de school, uitsluitend ter attentie van de inrichtende macht en de directeur, die ze kunnen doorgeven aan het pedagogisch team van de school.

Deze informatie is onderworpen aan het principe van vertrouwelijkheid en mag in geen geval worden gebruikt voor promotionele doeleinden.

HOOFDSTUK VII. — *Overdracht van digitale gegevens door de federaties van inrichtende machten aan de Regeringsdiensten*

Art. 12. § 1. De Regering stelt in de overeenkomst bedoeld in artikel 14 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de Steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs de lijst vast van de gegevens die nodig zijn voor de besturing van het systeem en de scholen die de federaties van de inrichtende machten op grond van een wettelijke, decretale of reglementaire bepaling aan de Regeringsdiensten dienen te verstrekken.

§ 2. Alle gegevens worden aan de Regeringsdiensten meegedeeld in de voorgeschreven vorm en binnen de termijnen die zijn vastgesteld in de overeenkomst bedoeld in artikel 14 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de Steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs.

§ 3. De door de Regeringsdiensten verzamelde gegevens worden verwerkt door de betrokken diensten, die ze eventueel verzamelen en valideren in de vorm van statistische gegevens met het oog op de besturing het onderwijsstelsel en de besturing van scholen.

HOOFDSTUK VIII. — *Overdracht van digitale gegevens door de Regeringsdiensten aan de federaties van inrichtende machten van gesubsidieerd onderwijs en aan de inrichtende macht van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd*

Art. 13. § 1. Overeenkomstig artikel 4, § 4, tweede alinea, stellen de Regeringsdiensten via de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, de in dit artikel opgesomde gegevens, voor zover zij in digitaal formaat bestaan, ter beschikking van de federaties van inrichtende machten en van de inrichtende macht van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinstelling.

§ 2. De meegedeelde gegevens zijn bedoeld om elke federatie van inrichtende machten en de inrichtende macht van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is georganiseerd, in staat te stellen te beschikken over de informatie die nodig is om hun scholen te besturen en te begeleiden, en worden uitsluitend gebruikt voor de opvolging en de analyse van de kwaliteit van het onderwijs dat gegeven wordt op de scholen van de inrichtende machten die zijn aangesloten bij of vallen onder de overeenkomsten die zijn gesloten met de federatie van inrichtende machten of met de inrichtende macht van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is georganiseerd. Het is verboden om deze gegevens aan derden door te geven, behalve in de door de Regering bepaalde gevallen.

§ 3. Deze gegevens omvatten de volgende informatie over scholen:

1° de identificatie van de inrichtende machten, vestigingsplaatsen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, alsmede hun jurisdictie en de bevoegde structuren van de scholen;

2° de rangschikking, vastgesteld overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 tot organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de scholen van de Franse Gemeenschap, om ervoor te zorgen dat elke leerling gelijke kansen krijgt voor sociale emancipatie in een kwalitatief hoogstaande onderwijsomgeving ;

3° de lijst van de psycho-medisch-sociale centra die in aanmerking komen voor gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie in de zin van het Decreet van 19 februari 2009 dat de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de PMS-centra organiseert, alsook de gegevens bedoeld in artikel 4, eerste alinea, van datzelfde decreet ;

4° de lijst van de psycho-medisch-sociale centra die een extra halve vergoeding hebben in de zin van artikel 2, lid 1 bis, van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra;

5° de lijst van de sociaal-economische indexen per vestigingsplaats in de zin van het decreet van 28 april 2004 betreffende de differentiatie van de financiering van de instellingen voor basis- en secundair onderwijs ;

6° de lijst van de minder begunstigde instellingen voor basis of lager onderwijs in de zin van artikel 79/1, 4°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

7° de lijst van de volzette scholen in de zin van artikel 79/12 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

8° de lijst van scholen waarvoor de Inter-netwerkcomponent inschrijvingscommissie een gerechtelijk bevel heeft uitgevaardigd zoals bedoeld in artikel 79/23, 1° van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

9° de lijst van de instellingen die het onderdompelingsonderwijs in de zin van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, alsook de talen waarin dit leren wordt georganiseerd en het studiejaar waarin het leren begint, en het uurvolume in de doeltaal;

10° de lijst van scholen die niet het minimumaantal leerlingen bereiken om verder georganiseerd of gesubsidieerd te worden, of die een herstructurering ondergaan ;

11° de lijst van bijkomende activiteiten georganiseerd door scholen in de zin van artikel 10 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs;

12° gegevens over de beschikbare plaatsen in het basisonderwijs, verstrekt overeenkomstig artikel 88, § 1a, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, alsook gegevens over de beschikbare plaatsen in het secundair onderwijs.

13° kwantitatieve en kwalitatieve gegevens per gemeente om de lijst van gebieden of delen van gebieden met demografische spanningen in het basis- en secundair onderwijs vast te stellen.

§ 4. Deze gegevens omvatten de volgende informatie over leerlingen:

1° het aantal leerlingen dat op elke teldatum en per vestigingsplaats in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de subsidies en voor de vaststelling van de kaderregeling, alsmede hun boekhoudkundige coëfficiënt;

2° het aantal leerlingen dat wordt beschouwd als nieuwkomers in de zin van artikel 2 van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de instelling van een systeem voor de opvang en opleiding van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

3° het aantal leerlingen in integratie in de zin van hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, uitgesplitst naargelang het gaat om permanente of tijdelijke integratie en volledige of gedeeltelijke integratie;

4° het aantal leerlingen dat tijdens het schooljaar door de school van het basis- en secundair onderwijs werd uitgesloten;

5° het aantal leerlingen dat niet als regelmatig kan worden beschouwd in de zin van artikel 2, 6°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

6° het aantal leerlingen dat in een aanvullend jaar voor hun schooljaar in stand wordt gehouden;

7° het aantal leerlingen dat taalbadonderwijs beoefent en de gekozen taal;

8° het aantal brevetten en studie- of onderwijsattesten dat per school wordt verleend;

9° het totale aantal leerlingen dat de scholen van elk psycho-medisch-sociaal centrum bezoekt en, onder deze leerlingen, het aantal leerlingen dat gespecialiseerd onderwijs volgt, het aantal leerlingen dat alternerend secundair onderwijs volgt, het aantal leerlingen in integratie, zij het geheel, gedeeltelijk of deeltijds;

10° De resultaten die elke leerling in de externe certificeringsbeoordelingen heeft behaald, opgesplitst per klas en vestigingsplaats;

11° het aantal leerlingen per geslacht en studiejaar dat één extra jaar per school in het basisonderwijs volgt;

12° het aantal getuigschriften en diploma's dat aan het einde van het schooljaar per school in het secundair onderwijs wordt afgegeven.

§ 5. Deze gegevens omvatten de volgende informatie over personeelsleden:

1° De lijst van dienstverrichtingen van het gesubsidieerde personeel met vermelding van het statuut, de functies, titels, bevoegdheden en elementen in verband met verlof, afwezigheid en beschikbaarheid, alsmede het statuut van het niet-onderwyzend personeel;

2° de verdeling, naar school en functie, van de banen van gesubsidieerde arbeidscontractanten en van de begunstigden van de steun ter bevordering van de werkgelegenheid en het doorstromingsprogramma;

3° de verdeling van psychomotorische banen per vestigingsplaats.

§ 6. Deze informatie omvat de volgende gegevens over de toegekende middelen:

1° De bepaling en het gebruik van de omvang van de tewerkstelling in het gewone kleuteronderwijs en van de lestijdenpakketten per instelling in het gewone basisonderwijs;

2° de vaststelling en het gebruik van de lestijden- leerkracht per school in het gewone secundair onderwijs;

3° de bepaling en het gebruik van lestijdenpakketten per school in het gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs;

4° de bepaling en het gebruik van banen die zijn toegewezen aan psycho-medisch-sociale centra ;

5° de bepaling en het gebruik van banen die zijn toegewezen aan internaten ;

6° werkings- en uitrustingsubsidies van scholen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, met inbegrip van subsidies die in het kader van de gedifferentieerde omkadering worden toegekend ;

7° de lijst van de begunstigden en de bedragen die worden toegekend in het kader van het systeem van artikel 6 van het decreet van 28 april 2004 betreffende de differentiatie van de financiering van de instellingen voor basis- en secundair onderwijs ;

8° de forfaitaire bedragen van de subsidies per leerling en per categorie van subsidies;

9° de bedragen van de middelen die zijn toegewezen aan de specifieke steun voor de directies die per school zijn toegekend overeenkomstig artikel 110 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs;

10° de bedragen van de terugbetalingen aan elke school en elk psycho-medisch-sociaal centrum overeenkomstig het decreet van 17 juli 2003 betreffende de tussenkomst in de kosten van het openbaar vervoer en/of het gebruik van de fiets door het personeel;

11° de bedragen van de financiële steun die per school worden betaald overeenkomstig het decreet van 19 mei 2006 betreffende de goedkeuring en de verspreiding van leerboeken en andere leermiddelen in de instellingen voor leerplichtonderwijs ;

12° de herzieningen van de omkadering voor het kleuteronderwijs die werden doorgevoerd in toepassing van de artikelen 43 tot 44ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewone kleuter- en lager onderwijs en de wijziging van het onderwijsreglement.

§ 7. Onverminderd artikel 4, § 4, worden de aanvullende statistische gegevens die nodig zijn om het besturing van hun scholen te ondersteunen en te begeleiden, inzonderheid deze met betrekking tot de besturingsplannen/doelstellingenovereenkomsten, die ter beschikking worden gesteld van de federaties van inrichtende machten, in voorkomend geval vastgesteld door de Regering.

§ 8. De in paragraaf 4 bedoelde statistische gegevens over leerlingen worden, in voorkomend geval afzonderlijk, uitgesplitst naar geboortejaar, geslacht en nationaliteit of categorie van nationaliteiten, alsmede naar onderwijsniveau, leerjaar en, in voorkomend geval, graad, vorm, afdeling, optie en keuze van vreemde talen.

Voor het gespecialiseerd onderwijs worden de gegevens uitgesplitst naar geboortejaar, geslacht en nationaliteit, alsmede naar type, onderwijsniveau, rijpheidsniveau en, indien van toepassing, vorm.

§ 9. De statistische gegevens over de in lid 5 bedoelde personeelsleden worden, in voorkomend geval afzonderlijk, uitgesplitst naar geboortejaar, geslacht en nationaliteit of nationaliteitscategorie. Voor zover van toepassing zijn ze ook opgenomen, voor het gewone onderwijs, per opleidingsniveau, studiejaar en graad, alsmede per niveau, vorm, sectie en optie. Voor het gespecialiseerd onderwijs, indien van toepassing, zijn ze naar type, opleidingsniveau, maturiteit en vorm.

§ 10. De gegevens van de scholen die onderworpen zijn aan een validatieprocedure worden ter beschikking gesteld van de federatie van inrichtende machten waarbij de inrichtende machten bedoeld in het eerste lid zijn aangesloten of waarmee zij een overeenkomst hebben gesloten, via het digitale domein bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, binnen twee maanden na hun validatie.

§ 11. Voor elk van de gegevens die niet onderworpen zijn aan een validatieprocedure, worden de gegevens ter beschikking gesteld van de federatie van inrichtende machten via de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, binnen twee maanden na ontvangst van de gegevens door de Regeringsdiensten.

§ 12. De in paragraaf 5 bedoelde gegevens zijn die welke op 1 november, 1 februari en 30 juni van elk jaar zijn vastgesteld. Zij worden binnen twee maanden na ontvangst ter beschikking van de ontvangers gesteld.

§ 13. De in het paragraaf 4, 10°, 11° en 12° bedoelde gegevens worden elk jaar binnen twee maanden na de indiening ervan aan de besturingscommissie ter beschikking gesteld.

§ 14. De gegevens bedoeld in het paragraaf zes, 11°, worden ter beschikking gesteld op 31 december van het kalenderjaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de jaarindexcijfers bedoeld in de artikelen 11 en 20, §§ 2 en 3, van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de goedkeuring en de verspreiding van leerboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen in de instellingen voor verplicht onderwijs worden vastgesteld.

HOOFDSTUK IX. — *De overdracht van digitale gegevens door Regeringsdiensten naar bestaande KOVA regio-instancies*

Art. 14. Wanneer de mededeling van gegevens noodzakelijk is voor de uitvoering van hun taken, kunnen statistische gegevens, met inbegrip van gegevens per school, bepaald bij Regeringsbesluit, die geanonimiseerd zijn met betrekking tot de identiteit van de leerlingen, worden meegedeeld aan de regio-instancies, zoals bepaald in de hoofdstukken III en IV van het samenwerkingsakkoord in de bijlage bij het decreet van 11 april 2014 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst die op 20 maart 2014 is gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie voor de implementatie van de KOVA regio's (Kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt).

HOOFDSTUK X. — *De overdracht van geanonimiseerde gegevens over scholen door Regeringsdiensten aan andere personen of instellingen*

Art. 15. § 1. Naar behoren geanonimiseerde gegevens over scholen of een groep scholen die door de Franse Gemeenschap zijn georganiseerd of waarvan de inrichtende machten bij dezelfde federatie van inrichtende machten zijn aangesloten of met dezelfde federatie van inrichtende machten zijn overeengekomen, mogen alleen bij beslissing van de Regering aan derden worden meegedeeld.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kunnen de Regeringsdiensten op basis van een met redenen omkleed verzoek per school naar behoren geanonimiseerde gegevens verstrekken voor:

1° de publicatie van informatie over de toestand van het onderwijs in de Franse Gemeenschap;

2° de documentatie van de diensten van federale en gefedereerde entiteiten, buitenlandse en internationale overheidsinstellingen die officieel erkend zijn;

3° de uitvoering van een internationale verbintenis;

4° onderzoek door officieel erkende binnen- en buitenlandse instellingen voor hoger onderwijs.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Het decreet van 27 december 1993 houdende diverse maatregelen op het gebied van cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting wordt opgeheven voor het kleuter-, basis- en secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs.

Art. 17. De Regering evalueert om de vijf jaar de uitvoering van dit besluit en brengt voor het eerst in het schooljaar 2022-2023 verslag uit aan het parlement.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 810-1 – Commissieverslag nr. 810-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering nr. 810-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 april 2019.